



BAROMÈTRE SÉCURITAIRE DU KIVU

LE MOIS LE PLUS MEURTRIER JAMAIS ENREGISTRÉ PAR LE KST

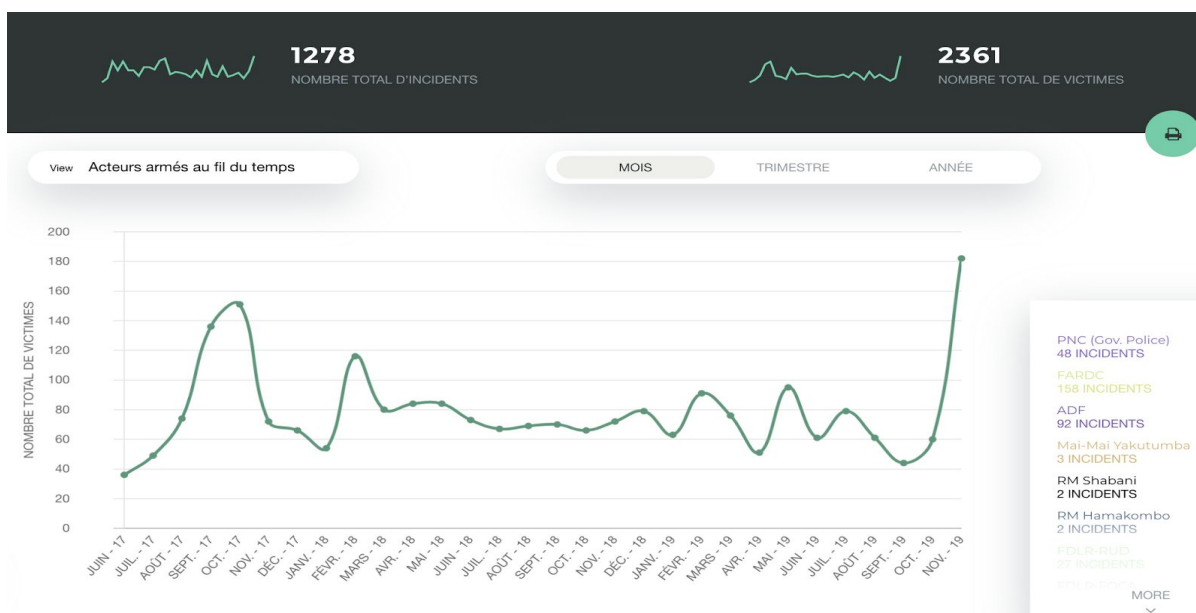
RAPPORT MENSUEL DE NOVEMBRE 2019

182 meurtres (↑203% par rapport à octobre 2019)
 137 enlevés ou kidnappés (↓13%)
 62 affrontements (↑17%)

Le Baromètre sécuritaire du Kivu (KST) a enregistré la mort de 182 civils en novembre, ce qui en fait le mois le plus meurtrier depuis le début de nos relevés, en juin 2017.

Ce bilan s'explique en grande partie les massacres attribués aux Forces démocratiques alliées (ADF) dans le territoire de Beni. Ceux-ci ont provoqué, en réaction, de violentes manifestations, dirigées principalement contre la Mission de l'ONU en RDC (Monusco), lesquelles ont été à leur tour violemment réprimées.

Deux autres foyers de tensions ont été particulièrement actifs en novembre : les territoires de Rutshuru et Kalehe d'abord, suite à l'offensive menée par les FARDC contre les rébellions hutu rwandaises ; les hauts plateaux de Mwenga, Fizi et Uvira ensuite, dans lesquels les civils sont régulièrement pris pour cible.



Nombre de civils tués par mois depuis la création du KST en juin 2017.

Beni et Butembo : massacres en série par les ADF

Le mois de novembre a été extrêmement meurtrier pour les civils du territoire de Beni, avec le meurtre de 123 civils par des groupes armés répertoriés par le Baromètre sécuritaire du Kivu (KST). C'est la première fois depuis le début du projet, en juin 2017, qu'une série de massacres d'une telle ampleur est enregistrée dans le territoire de Beni. C'est aussi probablement le mois le plus meurtrier dans sur ce territoire depuis celui de novembre 2014, au cours duquel 149 civils avaient été tués selon un rapport du Groupe d'études sur le Congo (GEC).

La plupart des massacres commis en novembre 2019 ont eu lieu sur la route entre Beni et Eringeti et les ADF sont responsables dans leur immense majorité : le KST a pu identifier les ADF comme perpétrateur dans 15 des 17 massacres perpétrés par des groupes armés dans ce territoire. Les deux restants ont été commis par des groupes inconnus qui pourraient être également les ADF.

Ces massacres sont très vraisemblablement une réponse aux opérations déclenchées par les forces armées de RDC (FARDC) le 30 octobre. Celle-ci affirme avoir démantelé de nombreuses bases des ADF. Le KST a pu vérifier la conquête de celle de Mapobu, que les experts de l'ONU pour la RDC avaient identifiés comme un des centres névralgiques du groupe dans leur dernier rapport. Néanmoins, dans cette confrontation, les pertes des ADF semblent avoir été minimales en novembre.

Ces massacres de civils ont provoqué d'importantes manifestations à partir du 22 novembre, principalement dirigées contre la Mission de l'ONU en RDC (Monusco), accusée de passivité. Son camp de Boikene, à Beni, a été en partie détruit par les émeutiers. La répression de ces manifestations a, à son tour, fait 9 victimes civiles à Beni et Butembo, selon les données recueillies par le KST. Au moins un de ces civils semble avoir été tué par un casque bleu malawite de la Brigade d'intervention de la Force de la Monusco (FIB). Une enquête de l'ONU a été ouverte à ce sujet.

La situation sécuritaire très dégradée sur ce territoire risque de provoquer une recrudescence de l'épidémie d'Ebola. Après l'attaque du Centre de traitement d'Ebola (CTE) de Mangina le 27 novembre, qui a fait un mort chez les assaillants du groupe Mai-mai Baraka, et celui de Biakato en Ituri, une grande partie des travailleurs humanitaires a, en effet, quitté la zone.

La Monusco et l'armée congolaise ont convenu, le 25 novembre, de reprendre des opérations conjointes contre les ADF, ce qui serait inédit depuis 2018. Mais les contours de cette coopération restent pour l'instant mal définis.

Lubero : reddition chez les Mai-mai Kabido

Ce territoire a connu sept affrontements en novembre, principalement entre les FARDC et des groupes Mai-mai. Ceux-ci ont notamment conduit à la reddition d'une cinquantaine de membres des Mai-mai Kabido à la Monusco, qui ont ensuite été remis aux FARDC.

Par ailleurs, un groupe Mai-mai venu de l'Ituri, sous la direction de Mangaribi, a mené une attaque contre la mine d'Asalia, où il a notamment pillé de l'or.

Masisi, Rutshuru et Kalehe : la traque des rebelles hutu rwandais s'intensifie

La campagne des FARDC contre les rebelles hutus rwandais s'est poursuivie, avec notamment le meurtre du commandant du Rassemblement pour l'unité et la démocratie (RUD – Urunana) Juvénal Musabimana, alias Jean-Michel Africa, et de quatre de ses hommes dans une embuscade le 9 novembre à Makoka, à quelques kilomètres de la frontière ougandaise. Puis, le 26 novembre, les FARDC ont lancé une grande opération contre le Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie-Ubwiyunge (CNRD) dans le territoire de Kalehe. Selon plusieurs sources militaires, diplomatiques et de la société civile, des soldats des Forces spéciales rwandaises auraient participé au meurtre de Jean-Michel Africa ainsi qu'à l'offensive contre le CNRD.

Le Nduma defense of Congo-Rénové (NDC-R, groupe armé soutenu par certains officiers de l'armée congolaise) de Guidon Shimiray, a également mené une offensive dans le territoire de Rutshuru contre les milices hutu congolaises Nyatura FDP à Mashango, Makomale, Bukovu, Karambi et Kivuma le 16 novembre.

Ces diverses opérations ont provoqué des mouvements de ces rebelles, de leurs alliés et de leurs dépendants, ainsi que des civils fuyant les combats. Au total, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) a enregistré le déplacement de 15 000 personnes lors de la deuxième quinzaine mois. Les combattants et dépendants du CNRD se sont dirigés vers les territoires de Shabunda, Mwenga, Kabare et Walungu. Et l'arrivée des Nyatura Kavumbi a été constatée dans le territoire de Masisi.

Les rébellions hutu rwandaises semblent en tout cas affaiblies. Depuis la mort de Jean-Michel Africa, le nouveau leadership du RUD n'est, par exemple, pas connu avec certitude.

L'armée rwandaise, qui semble désormais régulièrement présente dans ces territoires, aurait également tué trois civils (un homme et deux garçons), confondus avec des rebelles hutus rwandais, dans le village de Mugomba, dans le territoire de Rutshuru, le 17 novembre, selon une source des autorités locales et plusieurs habitants de la zone. Ils auraient emmené les corps avec eux.

Walikale : une nouvelle alliance autour de Guidon

Le NDC-R, la rébellion de Guidon Shimiray a annoncé une grande alliance avec cinq différents groupes Raia Mutomboki (Ntoto) et Mai-mai (Kifuafua Delphin, Mazembe, Mac de Mbura Matondi et Simba) à Bukumbwira dans le Walikale le samedi 30 novembre. Cette nouvelle coalition a été baptisée « Réseau des patriotes résistants congolais (RPRC). L'objectif principal de cette nouvelle alliance pourrait être de renforcer sa position avant de négocier une participation à un programme de Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), même si Guidon avait déjà, par le passé, annoncé son intention de déposer les armes. Un autre enjeu pour lui pourrait être de tenter d'obtenir la levée des poursuites lancée contre lui par la justice congolaise.

Goma et Nyiragongo : solidaire de Beni

La capitale du Nord-Kivu a également connu des manifestations dénonçant la situation dans le territoire de Beni, notamment le 28 novembre, journée au cours de laquelle un manifestant a été blessé par balles.

L'insécurité a par ailleurs augmenté par rapport à octobre avec trois meurtres enregistrés par le KST. Les assaillants sont à chaque fois repartis avec de l'argent appartenant aux victimes.

Bukavu et Kabare : insécurité persistante

L'insécurité s'est maintenue à un haut niveau à Bukavu et dans le Kabare avec 12 incidents enregistrés par le KST, contre 13 le mois précédent. Il s'agit essentiellement de meurtres et de pillages. Cela pourrait s'expliquer en partie par un manque de prise en charge des policiers récemment démobilisés ainsi que de soldats des FARDC.

Mwenga, Fizi et Uvira : les hauts-plateaux toujours déchirés par les affrontements

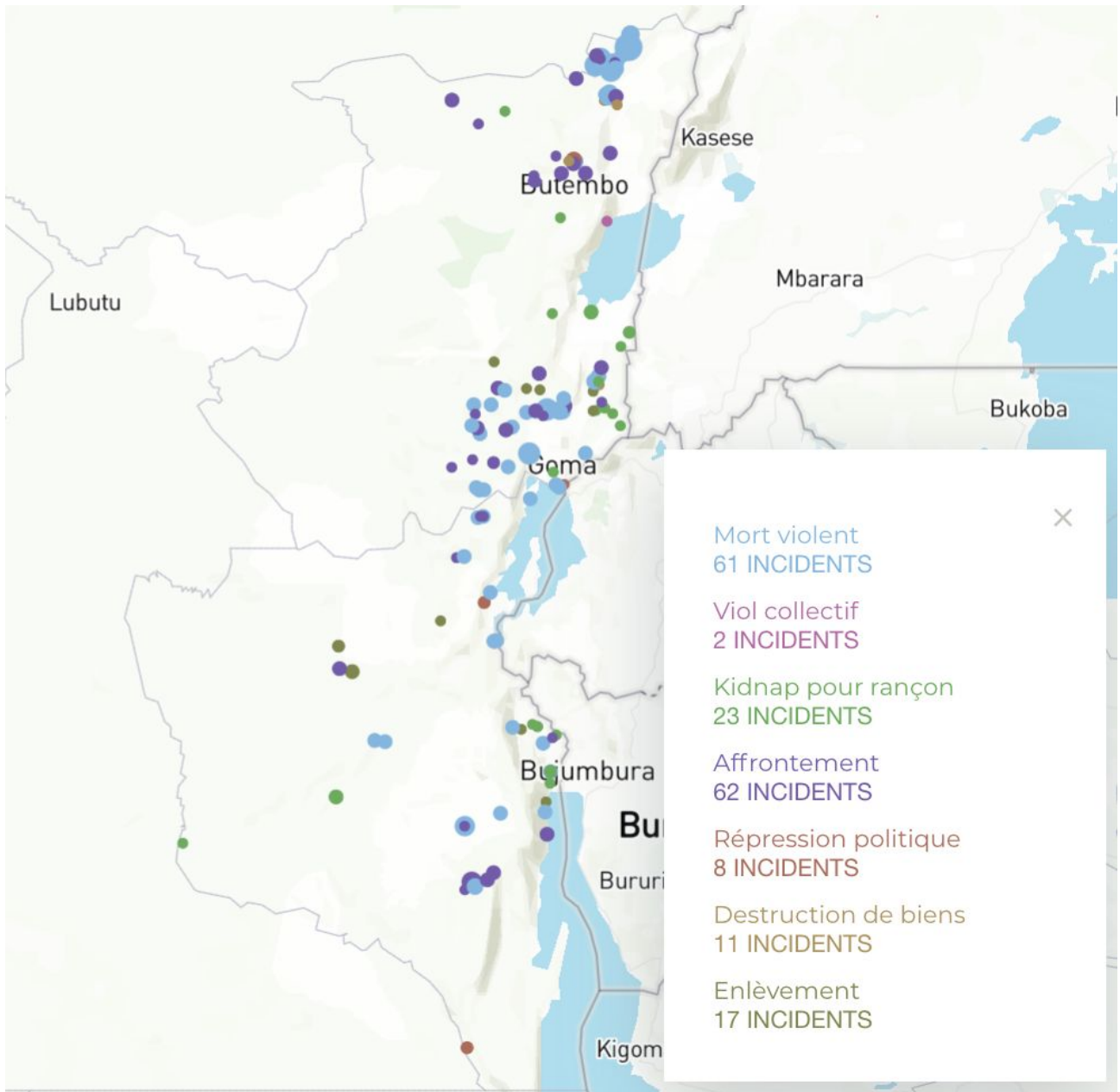
La situation n'est toujours pas sous contrôle sur les hauts-plateaux de Minembwe et Itombwe. Le KST a enregistré 7 affrontements et 2 meurtres (mettre à jour) dans cette zone, soit un niveau équivalent au mois d'octobre. Des combats mettent toujours aux prises les groupes mai-mai de la « Coalition Nationale pour la Souveraineté du Congo » (CNPSC) et les milices banyamulenge (Ngumino et Twiganeho). Ces différents groupes armés s'en prennent régulièrement aux civils, au bétail et aux biens des autres communautés. Les localités de Minembwe, Kamombo, Cakira, Kabara, Mikenge, Itombwe, Muranvya, Maheta, Masata et Mugeti accueillent ainsi un nombre important de déplacés Banyamulenge encerclés par des groupes Mai-mai hostiles, tandis que d'autres communautés connaissent également des déplacements de population. En octobre, l'Ocha estimait à 49 000 le nombre de déplacés autour de Minembwe, à 1 500 autour de Mikenge et à 63 000 entre Abala et Fizi-Centre.

Le coût humain de cette crise est important (au moins 13 civils ont été tués sur l'ensemble des trois territoires de Mwenga, Fizi et Uvira en novembre) même s'il n'est pas du même ordre de grandeur que celui de Beni. Néanmoins, des personnalités connues de différentes communautés figurent à nouveau parmi les victimes de ce qui ressemble à des assassinats ciblés, ce qui risque d'entretenir la défiance entre elle. La mère du chef Mai-mai Ebu-Ela a par exemple été tuée le 28 novembre par des miliciens Ngumino et Twiganeho dans la localité de Kalingi, ce qui a provoqué une attaque des Mai-mai en représailles.

Shabunda : les intérêts chinois visés

La société Regal mining a été l'objet d'attaques sur deux de ses sites dans les territoires de Shabunda et Mwenga le 21 novembre. Six citoyens Chinois ainsi que deux congolais ont été capturés dans cette double attaque. Au moins une de ces attaques a été menée par le groupe Mai-mai Malaika, qui a réclamé une rançon de 10 000 dollars.

Ces attaques sont symptomatiques du déficit de contrôle de l'Etat dans le territoire de Shabunda, même si sa sécurité s'est très relativement améliorée, avec 11 incidents enregistrés, contre 16 le mois précédent.



Site web : <https://kivusecurity.org>

Twitter : [@kivusecurity](https://twitter.com/kivusecurity)

Facebook : <https://www.facebook.com/KivuTracker/>

Email : info@kivusecurity.org